

Si ce n'est pas nous, alors qui? Si ce n'est pas maintenant, alors quand?

Rapport de Solen Gratiet sur

La Conférence des Nations Unies sur les droits de la personne

tenue à Genève en mars 2008

Du 10 au 14 Mars, Raphael Bate et moi-même avons assisté à notre première session du Conseil des Nations Unies pour les Droits de l'Homme à Genève, grâce à un financement de Susila Dharma International. Nous avons assisté à une semaine de la septième session, qui a duré beaucoup plus longtemps.

Avant l'évènement, j'avais peur qu'il ne s'agisse que d'une fabrique de mots et, dans une certaine mesure, c'en est bien une, car en dépit des discussions et des résolutions passées, la torture, les génocides, les viols, les mariages forcés, les disparitions et bien d'autres violations des droits élémentaires des gens continuent partout dans le monde.

Il ne faudrait cependant pas sous-estimer l'importance de cet évènement. Premièrement, il a une énorme valeur symbolique, représentant une mobilisation d'énergie pour un changement pour le meilleur dans de nombreux domaines, et cela-même peut donner de l'espoir aux nombreuses personnes qui se battent partout dans le monde pour améliorer les droits de l'homme. Deuxièmement, il donne à ces mêmes personnes un forum pour exprimer leurs soucis et faire entendre leurs voix par ceux qui ont le pouvoir. Troisièmement, des résultats concrets positifs peuvent se produire et se produisent à cause du Conseil des Droits de l'Homme, à la fois en termes de changements de politique par des gouvernements individuels et en termes d'accroissement de la conscience sur des questions particulières, ce qui peut alors mener à des changements de comportements individuels ou aux changements de politique mentionnés plus haut. C'est un outil inestimable de pression des pairs, où le comportement de chacun des pays est examiné et débattu.

Pour un nouveau venu, les choses peuvent se montrer un peu déroutantes, depuis la procédure d'obtention de son badge jusqu'aux changements de dernière minute du programme et la multitude de réunions supplémentaires (appelées évènements parallèles) qui ont lieu partout dans la place et dont on n'est pas au courant jusqu'au jour où ils ont lieu et qui peuvent impliquer une véritable expédition ("traverser le ponton, à droite, à gauche,



monter au cinquième, puis suivre les panneaux..."). Parfois, il faut aussi se frayer son chemin à travers un marécage d'acronymes et de jargon, sans parler des tonnes de papier, pour arriver au cœur du sujet. Et si vous avez peur des hommes en complets sombres, alors, ce n'est vraiment pas un endroit pour vous! Pour moi, cela m'a certainement changé de la vie dans la campagne bretonne – pas une vache rencontrée en une semaine!

Mais, vous vous y faites bientôt, en comprenant que les événements parallèles peuvent être organisés par des ONG ou des missions d'états, et en apprenant à choisir ceux qui seraient susceptibles d'être les plus intéressants; et vous réalisez que les sessions plénières peuvent durer trop longtemps parce que les gens ont beaucoup à dire. Généralement, voici comment cela se passe: le Rapporteur Spécial (RS) qui a fait des recherches sur un sujet particulier, disons les migrants, sur plusieurs années et dans plusieurs pays, présente son rapport, suivi par deux autres rapports de RS sur d'autres sujets. Suivent des commentaires de "pays concernés" et de représentants d'autres pays qui veulent dire leur mot sur l'un des trois sujets et ont cinq minutes pour le faire. Enfin, les ONG ont la parole (trois minutes chacune, souvent réduites à deux!), et c'est souvent la partie la plus intéressante.



Comme j'étais assise, écoutant les déclarations dans les sessions plénières, j'entendais les représentants de certains pays (en général l'ambassadeur en personne) réfuter les affirmations d'un rapport particulier, déclarant qu'il n'était pas représentatif de l'état des choses dans leur pays; j'ai entendu la Chine soutenir l'état des droits de l'homme au Myanmar (la Birmanie); j'ai entendu des représentants totalement ignorer la situation lamentable de leur propre pays pour attaquer l'état d'un autre pays sur un sujet particulier. Il faut s'y attendre, c'est la politique, c'est la nature humaine. Mais j'ai aussi entendu des pays exprimer leur soutien inconditionnel aux rapports et s'engager d'eux-mêmes à changer leurs politiques, ou encore plus positivement, énumérer les lois et codes de pratiques qui ont été réécrits ou mis en application pour s'aligner sur les Résolutions du Conseil.

Quelques éclairs ont illuminé les débats, comme l'intervention passionnée sur la sécurité alimentaire de Jean Ziegler, RS sur le droit à la nourriture, au cours de laquelle il avait qualifié de meurtre le fait qu'un enfant meure de faim. Ce discours, qui rappelait le fait que le monde avait les moyens de produire assez de nourriture pour chacun et critiquait sévèrement le dumping alimentaire des pays riches et l'utilisation de terres agricoles pour produire des récoltes destinées à la fabrication de biodiesel, a soulevé les applaudissements, ce qui était peu fréquent.

Il y a des sujets pour lesquels il n'y a encore pas de principes directeurs ou d'accords, et qui sont de ce fait encore plus importants à discuter. Un exemple significatif est l'impact sur les enfants de l'emprisonnement des parents. C'est un domaine peu connu, et tout à fait en

rapport avec Susila Dharma qui soutient le projet Tierraviva en Argentine, dont le programme principal implique l'art, l'éducation et des ateliers sur les soins aux enfants pour les femmes qui vivent en prison avec leurs enfants.

Le premier jour que j'ai passé à Genève, j'ai assisté à une réunion "informelle" sur ce sujet qui m'a donné de nombreux aperçus sur un domaine qui m'avait intéressée depuis que SD France avait commencé de soutenir Tierraviva en 2005. Il est surprenant que, bien que cette question touche aussi bien les pays développés que les pays en voie de développement, personne ne l'a encore traitée, ni le Conseil des Droits de l'Homme ni quelqu'un d'autre, et il n'y a donc aucune ligne directrice pour une bonne pratique. Rachel Brett, du Bureau Quaker des Nations-Unies, qui présidait cette réunion, a lancé un appel à la collaboration des individus et organisations qui ont de l'expertise dans ce domaine et seraient disposés à travailler avec son équipe pour recueillir des données sur ce qui se fait actuellement et les bonnes pratiques.



J'ai pu obtenir ses informations et les transmettre à Rasjid Cesar de Tierraviva pour qu'il participe à cette initiative. Ce pourrait être le début d'une collaboration qui pourrait aider à l'élaboration d'une résolution du Conseil des Droits de l'Homme qui donnerait un cadre sur les droits de l'homme dans lequel praticiens et gouvernements pourraient travailler. C'est certainement un processus à long terme, mais cela en vaut la peine.

D'une part, ce sont ces petites relations personnelles qui pourraient mener à de plus grandes choses qui rendraient une participation de Subud au Conseil des Droits de l'Homme intéressante et utile. Nous avons également le rôle d'informer les gens en Subud d'une manière générale, et en particulier les dirigeants des projets de Susila Dharma, sur les développements dans le domaine des droits internationaux de l'homme qui pourraient affecter ou aider leur travail. Et, quelle meilleure façon de faire connaître Subud dans le vaste monde, que de participer à cet évènement des Nations-Unies ou à un autre?

Le Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies n'est pas prestigieux, spectaculaire ou "sexy", mais c'est là que les choses pratiques se font. C'est de là que nous pouvons faire avancer les choses. Et, n'oubliez pas «qu'il y a trois sortes de gens: Ceux qui font les choses, ceux qui regardent les choses se faire, et ceux qui demandent 'Qu'est-ce qui s'est passé?」* (*Casey Stengel). Je crois que nous devrions essayer d'appartenir au premier groupe! La participation au Conseil des Droits de l'Homme est un moyen d'y arriver...